

Liberté religieuse : l'Union Européenne pressée d'agir



Un rapport publié par un groupe d'Eurodéputés demande à l'Union Européenne de faire mieux concernant la liberté religieuse. Extraits et analyse à la lumière de la persécution des chrétiens.

Présentation du rapport sur la liberté religieuse à Bruxelles (3 juin 2015)

© European Parliament Intergroup

1. [Des violations de plus en plus fréquentes](#)
2. [Quatre recommandations à l'attention des institutions européennes](#)
3. [Dix pays en ligne de mire](#)
4. [Le cas des Etats en déliquescence](#)

1. Des violations de plus en plus fréquentes

C'est une des priorités de Federica Mogherini. En effet, en octobre 2014, le nouveau Haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, avait déclaré que « *défendre le droit à la liberté religieuse et de croyance* » était l'une de ses 3 priorités dans le domaine des droits de l'homme.

Cependant, selon un récent [rapport](#)¹ publié par l'*Intergroupe du Parlement européen sur la liberté de religion et de conviction et sur la tolérance religieuse*² et paru le 3 juin dernier, les

¹ [European Parliament Intergroup on Freedom of Religion or Belief and Religious Tolerance](#) , Juin 2015, www.religiousfreedom.eu/file/2015/06/2014-Intergroup-Report-FINAL.pdf

² L'Intergroupe se décrit comme un ensemble de députés de même sensibilité, mobilisés pour s'assurer que l'UE, dans son action extérieure, promeut et protège le droit à la liberté religieuse et de croyance.

institutions européennes ne se mobilisent pas assez pour défendre l'article 18 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

« *Malheureusement, nous ne pouvons que constater que les violations du droit à la liberté religieuse et de croyance sont de plus en plus graves et de plus en plus fréquentes* » a déclaré Dennis De Jong, député européen, co-auteur du rapport et co-président de l'Intergroupe, lors de la sortie du rapport à Bruxelles.

« *Nous souhaitons faire la lumière sur les violations de ce droit fondamental et défendre les millions de personnes qui sont maltraitées, discriminées, persécutées voire assassinées à cause de leurs convictions* » a ajouté l'eurodéputé Peter Van Dalen, également co-auteur et co-président.

Le rapport indique par exemple que « *les recommandations en terme de liberté religieuse et de croyance sont loin d'être prises en compte par le service européen pour l'action extérieure, les diplomates des Etats membres, au siège et dans les délégations. Lors de discussions et de réunions avec des représentants du service extérieur et des représentants des pays membres, on constate que les recommandations européennes ne sont pas toujours prises en compte et appliquées sur le terrain.* »

2. Quatre recommandations à l'attention des institutions européennes

En ce qui concerne spécifiquement le fonctionnement des institutions européennes concernant la liberté de religion, le rapport préconise :

- **De former d'avantage les décideurs politiques européens et les diplomates** sur la question du droit à la liberté religieuse et de croyance (l'Intergroupe recommande que, parmi les délégations européennes dans des pays à risque, un membre au moins de la délégation soit obligé de suivre cette formation).
- **D'appliquer les recommandations européennes** sur la liberté religieuse et de croyance et de « *presser tous les pays qui n'ont pas encore accepté la visite du rapporteur spécial de l'ONU sur la liberté religieuse et de croyance de le faire dans un avenir proche.* »
- **De développer plus de cohésion au niveau politique.** « *Le respect du droit à la liberté religieuse et de croyance doit être systématiquement contrôlé... avant que l'Union européenne ne décide de conclure de nouveaux accords bilatéraux de commerce et d'investissement.* »
- **Un engagement des décideurs politiques et des responsables religieux :** « *Les responsables religieux modérés sont souvent les mieux placés pour mener des processus sincères de réconciliation dans des pays ou des régions déchirés par des conflits religieux. De plus, les responsables religieux peuvent jouer un rôle important pour prévenir la radicalisation.* »

3. Dix pays en ligne de mire

Le rapport donne des recommandations spécifiques sur 10 pays et demande à l'Union Européenne d'agir en conséquence. Ces dix pays font partie de l'Index Mondial de Persécution 2015³, un classement des 50 pays où les chrétiens sont le plus persécutés.

Corée du Nord (n° 1 sur l'Index Mondial de Persécution 2015)

- Discuter avec les acteurs majeurs de la région, comme la Chine, du manque total de liberté de religion et de conviction et de la terrible situation des groupes religieux et des croyants à titre individuel.
 - Evoquer lors de dialogues avec la Corée du Nord, la situation relative aux droits politiques et religieux.
 - Envisager de demander à la Corée du Nord d'introduire la question des droits religieux dans son dialogue de réconciliation avec la Corée du Sud.
 - Inscrire les individus responsables de graves violations des Droits de l'Homme sur la liste des personnes interdites de voyager et leur geler leurs actifs.
 - Poursuivre les discussions en vue de traduire la Corée du Nord devant le tribunal pénal international.
 - Suivre les recommandations de l'Examen Périodique Universel adressées à la Corée du Nord dans le domaine du droit à la liberté religieuse et de croyance.
 - Continuer de travailler sur une résolution onusienne annuelle formulée avec fermeté et qui engagerait les acteurs principaux de la région.
 - Faire pression pour que soit créé un groupe de contact sur les Droits de l'Homme pour la Corée du Nord qui « *devrait naturellement couvrir aussi la question du droit à la liberté religieuse et de croyance* ».
- ➔ Selon Portes Ouvertes, en Corée du Nord, suite à un fort endoctrinement, chacun surveille son voisin. Si la foi d'un chrétien est découverte, c'est la mort certaine, c'est pourquoi les croyants cachent leur croyance, même à leurs proches. Les chrétiens sont considérés comme des ennemis de l'Etat et de la société. Si un chrétien est découvert, il sera puni et sa famille aussi. Cette dernière sera envoyée au mieux en camp de rééducation. En revanche le coupable sera enfermé dans un camp de

³ [L'Index Mondial de Persécution](http://www.portesouvertes.fr/persecution-des-chretiens) existe depuis 1997. Il est constitué et publié chaque année par l'ONG Portes Ouvertes. www.portesouvertes.fr/persecution-des-chretiens

travaux forcés jusqu'à ce qu'il y meurt. Les chrétiens ne peuvent se retrouver entre eux pour prier. La police les pourchasse jusqu'en Chine.

Soudan (n° 6 sur l'Index Mondial de Persécution 2015)

- Chercher un appui international pour faire pression sur le gouvernement soudanais afin qu'il revienne en arrière sur sa politique d'islamisation et d'arabisation du pays.
- Etablir un dialogue avec le Soudan à propos des projets de réformes constitutionnelles.
- ➔ Selon Portes Ouvertes, au Soudan, l'extrémisme islamique et le totalitarisme sont les deux mécanismes qui sous-tendent la persécution des chrétiens. Les chrétiens sont persécutés en premier lieu par leur famille, proche et éloignée, par les chefs religieux et la société dans son ensemble, mais aussi par le gouvernement. Le cas de Miriam Ibrahim, condamnée à mort puis graciée sous la pression de la communauté internationale, est représentatif de ce que vivent les chrétiens soudanais. Sur l'ensemble du territoire, les chrétiens souffrent des lois anti blasphème utilisées à dessein contre eux. L'apostasie est un délit, passible de la peine de mort.

Pakistan (n° 8 sur l'Index Mondial de Persécution 2015)

- Utiliser efficacement un système de contrôle et produire des rapports réguliers sur les résultats de ce contrôle.
- Se concentrer plus intensément sur la question de la liberté de religion.
- Faire tout ce qui est possible pour améliorer la tolérance religieuse au Pakistan.
- Soutenir le gouvernement afin qu'il mette en place une force de police spéciale pour protéger les minorités religieuses, qu'il retire la loi sur le blasphème et qu'il aide à publier des manuels scolaires qui promeuvent la tolérance religieuse.
- Intensifier les efforts pour que le Pakistan ne devienne pas un Etat en déliquescence.
- ➔ Selon Portes Ouvertes, au Pakistan, les tristement célèbres lois sur le blasphème continuent d'avoir des conséquences dévastatrices pour les minorités. En cas de rumeur de blasphème, les foules s'en prendront automatiquement aux chrétiens. Souvent, les musulmans accusent de blasphème un chrétien pour régler une querelle à son avantage, en conséquence, les chrétiens doivent être toujours sur le qui-vive.

Iran (n° 7 sur l'Index Mondial de Persécution 2015)

- L'UE doit mettre les Droits de l'Homme au cœur de ses relations avec l'Iran et en particulier faire pression sur l'Iran pour que sa législation et ses pratiques soient

pleinement conformes à l'article 18 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

- Instaurer un dialogue exhaustif, au plus haut niveau, sur la question des Droits de l'Homme lors de tout projet politique s'inscrivant dans les relations bilatérale Iran – UE.
 - Mettre en place un dialogue avec l'Iran sur la question des Droits de l'Homme.
 - Prendre des mesures unilatérales ou multilatérales si la situation s'aggrave dans le domaine du droit à la liberté religieuse et de croyance.
- ➔ Selon Portes Ouvertes, en 2014, au moins 75 chrétiens ont été arrêtés en Iran. De plus en plus de chrétiens sont condamnés à des peines de prison, et ceux qui sont déjà en détention subissent plus de pression qu'auparavant sous forme de maltraitance physique et morale. Certains chrétiens ont été obligés de fuir de chez eux voire de quitter le pays

Erythrée (n° 9 sur l'Index Mondial de Persécution 2015)

- Rappeler à l'Erythrée les engagements qu'elle a pris en signant les conventions internationales tel le pacte international relatif aux droits civils et politiques.
 - Renforcer la pression sur le gouvernement érythréen sur le cas des prisonniers d'opinion (détenus du fait de leurs convictions politiques ou religieuse ou pour toute autre raison de conscience).
- ➔ Selon Portes Ouvertes, le gouvernement érythréen exerce une forte pression sur l'Eglise et persécute les chrétiens dans leur vie privée, familiale, civile, sociale et ecclésiale. Cette répression est étroitement liée au caractère autoritaire du régime érythréen. Plus de 1000 chrétiens sont enfermés dans des conteneurs en métal, dans des camps militaires ou dans des endroits tenus secrets, où seuls les fonctionnaires du gouvernement peuvent se rendre.

Maldives (n° 11 sur l'Index Mondial de Persécution 2015)

- Faire pression sur le gouvernement des Maldives quant à la situation du droit à la liberté religieuse et de croyance.
 - Leur proposer une aide et un soutien technique pour améliorer les choses dans ce domaine.
- ➔ Selon Portes Ouvertes, il n'y a ni église ni lieu de culte aux Maldives. Les quelques chrétiens maldiviens n'ont nul part où se rencontrer et font tout leur possible pour éviter que leur foi ne soit découverte. Les chrétiens vivent leur foi dans le plus grand

secret car ils savent ce qui les attend s'ils sont découverts. Ils risquent notamment d'être déchus de leur nationalité.

Arabie Saoudite (n° 12 sur l'Index Mondial de Persécution 2015)

- Insister sur l'introduction, dans le Royaume, de standards internationalement reconnus dans le domaine de la liberté religieuse et de croyance.
 - L'engagement de l'UE dans le domaine des Droits de l'Homme doit être en cohérence avec le contenu des accords de coopération qu'elle signe avec l'Arabie Saoudite.
 - Travailler avec l'Arabie Saoudite pour qu'elle cesse de financer les islamistes radicaux dans le monde entier, que ce soit des individus ou des groupes.
- ➔ Selon Portes Ouvertes, en Arabie Saoudite, les chrétiens subissent une très forte pression dans leur vie privée, familiale, sociale, civile et ecclésiale. Le principal mécanisme de persécution est l'extrémisme islamique. Elle concerne aussi bien les travailleurs expatriés chrétiens que les chrétiens d'origine musulmane, même si ces derniers sont tout de même les plus touchés. Si leur foi est découverte, ils risquent d'être tués ou agressés par leur famille.

République Centrafricaine (n° 17 sur l'Index Mondial de Persécution 2015)

- Jouer un rôle prépondérant, pas seulement dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU mais aussi dans le processus de réconciliation.
 - Presser les Nations Unis d'enquêter davantage sur les violences religieuses et communautaires.
- ➔ Selon Portes Ouvertes, dans la crise actuelle que traverse la Centrafrique, ce sont les chrétiens, quelle que soit leur dénomination qui sont les plus vulnérables. Tout ce qui leur appartient est une cible potentielle pour la Séléka. Jamais auparavant, les chrétiens du pays n'avaient subi un tel niveau de violence.

Myanmar (n° 25 sur l'Index Mondial de Persécution 2015)

- Faire pression sur le gouvernement birman pour qu'il abandonne toute législation discriminatoire et qu'il mette en place un système judiciaire vraiment indépendant et une police qui rende compte de ses agissements.
- Evoquer régulièrement ces questions avec le gouvernement birman.
- Réévaluer régulièrement la situation des Rohingyas (musulmans) et des Chins (chrétiens).

- Conditionner la mise en place/ le retrait de mesures restrictives ou d'avantages économiques à la mise en œuvre de réformes et au progrès faits par le gouvernement birman.
- ➔ Selon Portes Ouvertes, au Myanmar, les chrétiens sont traités comme des citoyens de seconde zone. Leurs enfants sont souvent obligés de participer aux rituels bouddhistes qui ont lieu à l'école tous les matins avant le début de la classe. Les chrétiens sont discriminés quand ils ont affaire au gouvernement ou à la justice. La discrimination et le harcèlement qu'ils subissent sont pires à la campagne qu'en ville.

Brunei (n° 27 sur l'Index Mondial de Persécution 2015)

- Reconsidérer les négociations de l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union Européenne et Brunei « *au regard des violations du droit à la liberté de religion et de croyance dues à l'adoption de la charia dans le code pénal.* »
- ➔ Selon Portes Ouvertes, à Brunei, les chrétiens souffrent sous le joug de l'extrémisme islamique. Un décret interdit tout contact avec les chrétiens d'autres pays, l'importation de bibles et la célébration publique de Noël.

4. Le cas des Etats en déliquescence

La Syrie, l'Irak, le Yémen, la Libye et la Somalie sont considérés comme des Etats en déliquescence. Le rapport souligne la difficulté de protéger et défendre la liberté religieuse dans un tel contexte :

« Dans les Etats en déliquescence, la vie quotidienne est déterminée par des chefs de guerre, des groupes comme l'organisation Etat Islamique, et beaucoup d'autres groupes armés. Il n'y a plus de gouvernement central, ou, quand il existe, celui-ci a une influence limitée voire inexistante. Tous les jours, les minorités chrétiennes craignent pour leur vie, quand ils se réunissent, la menace est constante. »

« L'union Européenne et d'autres institutions, au mieux, ne peuvent proposer leur aide que de temps en temps. Ceci dit, il est probable que les Etats en déliquescence soient de plus en plus nombreux, que l'on doive faire face à de plus en plus d'instabilité, de menaces à la paix et à la liberté religieuse et de croyance. De nombreuses régions du monde vivent des temps troublés et cette tendance ne fait que se renforcer. »